

Les langues sont aussi un instrument de domination

9 oct. 2017 Par [Gael Briand](#)

- Mediapart.fr

Les langues ont toujours été étroitement associées à la construction des cités. Principal vecteur de communication, celles-ci sont indispensables à une vie en collectivité. On imagine bien mal en effet des échanges élaborés sans une langue commune pour se comprendre. Les langues ont toujours été des instruments de pouvoir, y compris pour les États. Un moyen de domination parmi d'autres.



Tour de Babel selon Lucas van Walckenburg © Domaine public

« La plupart de nos erreurs consistent en cela seul que nous ne donnons pas correctement leurs noms aux choses » Spinoza.

Dans la conception grecque, le développement de la vie en collectivité *créé* le mot « cosmos » (*kósmos*) qui désigne le « monde ordonné » à l'opposé du « chaos » (*khaos*) signifiant littéralement une faille, une béance. L'Homme, selon Aristote, est un « animal politique », il vit en société, parmi ses congénères. Il est également le seul des animaux à posséder la parole (à distinguer du langage).

Un exemple maintes fois cité, celui de la mythique Tour de Babel biblique : Dieu anéantit le projet humain de bâtir une tour atteignant le ciel en multipliant les langues afin que les hommes ne se comprennent plus, provoquant ainsi leur dispersion. Aujourd'hui encore, c'est cette vision biblique qui considère le multilinguisme comme une punition qui prédomine en France et les dirigeants cherchent à retourner à cette

langue de communication unique à l'instar de ces philosophes du XVIIIe qui se sont échinés en vain pour tenter de découvrir la langue primitive de l'humanité. Malgré la multitude de textes juridiques existants pour préserver la diversité des langues, une hiérarchisation des langues s'est effectuée sur des bases dites « utilitaristes ». Pour être clair, plus une langue est parlée dans le monde, plus elle serait « utile ». Plus une langue est employée dans la sphère économique, plus elle mériterait d'être enseignée. Bien malin pourtant celui qui parviendrait à expliquer rationnellement que certaines langues vaudraient plus que d'autres ? Outil essentiel de communication, les langues ne seraient-elles que cela ?

Une explication de cette hiérarchie linguistique réside dans le fait que les langues *font* société. L'usage du mot « faire » n'est pas anodin tant le pouvoir des mots et des langues est important. Sans langage, pas de communication et donc pas de société. Les langues ont souvent été et sont encore l'objet de luttes de pouvoir, de domination. Elles sont aussi « le résultat de processus sociaux et politiques (...), le conflit linguistique étant la manifestation d'un conflit social qui en est à l'origine » explique le sociolinguiste corse Romain Colonna. Quand un peuple impose sa langue à un autre, ne prend-t-il pas du même coup l'ascendant ? La colonisation commence souvent par la mise au placard de la langue d'un pays pour la remplacer par celle du dominant. En Algérie par exemple, la langue d'une partie de l'administration est toujours le français, plus de cinquante ans après l'indépendance...

La langue, pivot de l'identité culturelle

En imposant sa langue, on impose de fait sa manière d'appréhender le monde. Les langues font corps avec l'environnement dans lequel le locuteur évolue et modèlent consécutivement la pensée, le schéma mental. À titre d'exemple, le breton place en première position dans une phrase ce sur quoi il veut insister. Il existe donc plusieurs manières d'exprimer une idée en y apportant des nuances qui seraient exprimées de façon différente en français, souvent plus pesante d'ailleurs en raison de tours grammaticaux plus complexes. Chaque langue est constitutive d'une culture et on pourrait même affirmer sans trop s'avancer que c'est même son pilier principal comme le rappelle Amin Maalouf dans son essai *Les identités meurtrières* : « La langue a vocation à demeurer le pivot de l'identité culturelle, et la diversité linguistique le pivot de toute diversité ».

Comment donc expliquer que l'État, en France, n'admette comme langue officielle de la République que le français ? Comment l'expliquer si ce n'est parce que l'État n'est pas simplement un mode de gouvernance, mais aussi une machine nationaliste ? Une hypothèse qui se confirme si l'on prend en considération le rôle de la langue française dans la construction de l'État-nation « France ». La Révolution française a consacré le français comme langue émancipatrice et dénoncé les « patois » et autres sous-langues comme le breton, le basque, l'occitan... Des langues facultatives pour des peuples facultatifs ! Aujourd'hui reléguées au rang de *decorum*, ces langues dites « régionales » sont toujours jugées subversives par le pouvoir central car supposée remettre en cause l'existence de la société française, de la nation française, de l'État français. Aujourd'hui, langues minoritaires, on oublie bien vite que ces dernières furent surtout minorisées depuis l'édification de l'État par une classe dirigeante francophone désireuse de conserver son rang. Comment s'y sont-ils pris ?

On ne répète jamais assez l'importance du vocabulaire, de la lecture, des langues. Dans le chef d'œuvre de Georges Orwell, *1984*, l'Océania dirigée par *Big Brother*, symbole du régime totalitaire, invente une langue artificielle, le *novlangue*, visant à restreindre l'étendue de la pensée. En simplifiant la langue, l'État rend impossible l'expression d'idées subversive. Cette importance de l'écrit s'est confirmé à toute époque. Du scribe égyptien au curé de paroisse en passant par le noble lettré, celui qui maîtrise les mots détient le pouvoir. Dans la société celte par exemple, les druides étaient les détenteurs du savoir et il a suffi à César de les massacrer pour déstabiliser la société gauloise. À noter qu'en aucune façon l'avènement d'internet ne remet en cause cette vérité. Maîtriser le langage, c'est accéder au pouvoir.

La construction de l'État identitaire « France » ne s'est donc pas faite par hasard. En prenant soin de mélanger le sens de certains mots, la nomenclature étatique (monarchique puis républicaine) a semé la confusion dans les esprits. « Paranoïa » dira-t-on et pourtant, il n'aura échappé à personne, par exemple, que les mots « nationalité » et « citoyenneté » sont souvent utilisés l'un pour l'autre. La confusion sémantique ne serait innocente que si elle ne participait pas d'une volonté d'asseoir l'existence d'un État-nation. État-nation qui s'est d'ailleurs imposé comme *LE* modèle universel de gouvernance. Ainsi, qu'il s'agisse de l'ONU ou

de l'Union Européenne, de l'UNESCO ou du FMI, les seuls interlocuteurs sont les États. Mais après tout, me direz-vous, pourquoi s'y opposer ?

Le peuple au service de l'État ?

Une première raison pourrait être que ce ne sont pas les États qui sont souverains, mais les peuples. Il faudrait donc, pour que ce système soit à peu près juste, que chaque peuple dispose de son État. Or, il existe de nombreux États où co-existent plusieurs peuples. Le cas du Royaume-Uni est à ce titre intéressant car il dissocie, lui, nationalité et citoyenneté. Ainsi, on peut être citoyen britannique et gallois ou écossais. Personne en France ne s'étonne que le Pays de Galles ait une équipe nationale de rugby, mais on n'imaginerait pas une équipe nationale basque ! Et pourtant...

L'État est une émanation du peuple qui ne doit son existence qu'à la fonctionnalité qu'il porte. Ou devrait-on dire, l'État *devrait* être une émanation du peuple... Aussi utopique que cela puisse paraître, si demain, un système politique plus approprié, plus efficace, était imaginé, ne pourrait-on pas dissoudre les États ? Le vieux rêve anarchiste. Tout au contraire semble vouloir mener à un renforcement de la domination totale actuelle du système étatique dans le monde, marque d'une société qui a achevé sa sédentarisation au détriment des peuples nomades et contre les minorités culturelles ou linguistiques qui, peu à peu, doivent plier genou face aux normes, règles et lois imposés par les États. Du fait de la colonisation et de l'imposition du modèle étatique, l'Afrique par exemple n'en finit pas de souffrir de guerres interminables entre peuples. Le conflit au Mali notamment a montré à quel point l'esprit du colon avait déteint sur le peuple – notamment Bambara – qui reproduit un modèle jacobin et souhaite conserver son intégrité territoriale, autrement dit un État *un et indivisible*... au détriment des Songhais, des Peuls ou des Touaregs du nord (...) qui sont gouvernés depuis Bamako.

Cette donnée est l'objet de la seconde critique du système étatique. Il gouverne. Mais si l'État est théoriquement une émanation du peuple, il convient de s'interroger pour savoir si c'est toujours le cas ! Car la démocratie représentative est en telle crise que beaucoup commence à se demander si les élus ont une quelconque légitimité. Avec des taux d'abstention continuant de grimper, une population occidentale qui se détourne de plus en plus du vote à mesure qu'il s'individualise, la démocratie souffre. Le politique est amené à se poser des questions sur ce rejet de la base électorale. À quoi est-il dû ? Principalement à un système qui se verticalise alors même que l'idéal d'émancipation, de liberté, voudrait que l'on tente de construire un modèle le plus horizontal possible.

Beaucoup de théoriciens politiques ont réfléchi aux alternatives à l'État. En vain. Sans doute est-ce dû à la radicalité de leur propos, mais il est plus vraisemblable que l'alternative se heurte aussi à une machine de guerre nationaliste et qu'il convient de mettre en place des étapes avant l'avènement d'une société absolument libre, auto-gérée. Après tout, dans les philosophies orientales, le chemin importe souvent autant que l'idéal. Hélas, chez nous – et c'est une caractéristique de l'état d'esprit français – l'alternative se conçoit comme une révolution ou plus exactement une destruction du système dans son ensemble pour établir un idéal ou ne se conçoit pas.

Autonomie

Parmi les mots de plus en plus nombreux dont le sens est détourné, on trouve « autonomie ». Étrangement en France, ce mot a une connotation positive quand il s'agit des enfants, des personnes âgées ou des handicapés. Chacun en effet cherche à assurer/maintenir leur autonomie. Mais paradoxalement, il devient négatif dès qu'il s'agit des territoires ! Il est pourtant nécessaire de se réapproprier ce mot dont le sens a été volontairement détourné par l'État jacobin et les médias. Confondu avec « indépendance », avec « séparatisme » quand ce n'est pas avec « terrorisme », le mot autonomie est celui qui permet justement l'émancipation, tant des individus que des territoires. *Auto*, soi-même, *nomos*, la loi. C'est un principe de responsabilité qui estime que chacun doit pouvoir vivre sa vie comme il l'entend, mais sans « autarcie » pour autant.

On peut comprendre que ce mot fasse peur à un État qui cherche à justifier son existence. Quand on souhaite se pérenniser, on cherche à devenir incontournable. Ce faisant, on favorise la dépendance. Grâce à son système de redistribution (théorique), l'État s'assure la paix sociale et évite toute révolution à son encontre... Encourager des mots qui ouvre l'esprit, c'est au contraire, créer les conditions d'une émancipation.

URL source: <https://blogs.mediapart.fr/gael-briand/blog/091017/les-langues-sont-aussi-un-instrument-de-domination>